

**RAPPORT DE GESTION
POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2016
DATÉ DU 3 NOVEMBRE 2016**

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2015, avec le trimestre clos le 30 juin 2016 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2015. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 septembre 2016. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2015 figurant dans le rapport annuel de 2015 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion peut renfermer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur l'exploitation, les activités, la situation financière, la performance financière prévue (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance) et les stratégies ou les perspectives commerciales courantes de la Compagnie, ainsi que sur les mesures futures qu'elle pourrait prendre, y compris les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions à l'égard d'événements futurs qui étaient établies au moment des déclarations et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et le lecteur est prié de noter que les événements et les résultats réels pourraient s'avérer significativement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses significatifs qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, le comportement des clients, la réputation de la Compagnie, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, la réassurance, les ententes, les besoins de liquidités, les exigences de capital, les notations, les impôts, l'inflation, les taux d'intérêt et de change, la valeur des placements, les activités de couverture, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, ainsi que d'autres conditions générales sur le plan économique et politique ou relatives aux marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les réactions des clients aux nouveaux produits, la dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, la capacité de la Compagnie à mettre à exécution les plans stratégiques et à y apporter des changements, les changements technologiques, les violations ou les défaillances des systèmes informatiques et de la sécurité (y compris les cyberattaques), les paiements requis aux termes de produits de placement, les changements sur le plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions et les changements significatifs imprévus à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2015 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, les incertitudes et les événements éventuels, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions », « actif géré », « actif administré » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance qui les aident à évaluer les résultats lorsqu'il n'existe aucune mesure comparable définie par les IFRS. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts :					
Montants présentés dans les états financiers					
Primes reçues, montant net (produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie)	8 334 \$	6 871 \$	5 891 \$	22 220 \$	18 339 \$
Dépôts des titulaires de polices (fonds distincts) :					
Produits de l'Individuelle	3 211	3 213	3 157	10 113	9 169
Produits de la Collective	1 875	1 858	2 738	5 971	6 608
Primes et dépôts présentés dans les états financiers	13 420	11 942	11 786	38 304	34 116
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement) ⁽¹⁾	655	707	639	2 060	1 960
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽¹⁾	15 187	15 522	16 807	47 063	40 777
Total des primes et dépôts⁽¹⁾	29 262	28 171	29 232	87 427	76 853
Honoraires et autres produits	1 271	1 231	1 241	3 756	3 725
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices⁽²⁾	10 589	10 035	5 833	30 302	17 310
Bénéfice					
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	674 \$	671 \$	720 \$	1 965 \$	2 079 \$
Par action ordinaire					
Bénéfice de base	0,682	0,675	0,724	1,982	2,086
Dividendes versés	0,346	0,346	0,326	1,038	0,978
Valeur comptable	19,18	19,02	19,38		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires⁽³⁾					
Bénéfice net	13,8 %	14,0 %	15,2 %		
Total de l'actif selon les états financiers	401 489 \$	390 251 \$	389 935 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽⁴⁾	256 544	243 688	239 050		
Total de l'actif géré⁽⁴⁾	658 033	633 939	628 985		
Autres actifs administrés ⁽⁵⁾	570 475	549 878	524 813		
Total de l'actif administré	1 228 508 \$	1 183 817 \$	1 153 798 \$		
Total des capitaux propres	24 256 \$	24 201 \$	24 534 \$		

⁽¹⁾ En plus des primes et dépôts présentés dans les états financiers, la Compagnie inclut les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS) et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs dans le calcul du total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS). Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

⁽²⁾ Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

⁽³⁾ Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires est présenté en détail à la rubrique portant sur la répartition du capital.

⁽⁴⁾ Le total de l'actif géré (une mesure financière non définie par les IFRS) est un indicateur de la taille et du volume des activités générales de la Compagnie. Les services offerts relativement à l'actif géré comprennent le choix des placements, la prestation de conseils sur les placements et la gestion de portefeuilles discrétionnaires au nom des clients. L'actif géré est composé des fonds gérés à l'externe et à l'interne dont la Compagnie surveille les politiques de placement.

⁽⁵⁾ Les autres actifs administrés (une mesure financière non définie par les IFRS) comprennent les actifs pour lesquels la Compagnie ne fournit que des services administratifs, contre des honoraires et autres produits. Les clients sont les propriétaires véritables de ces actifs et la Compagnie ne dirige pas les activités de placement. Les services offerts relativement aux actifs administrés comprennent la tenue de livres, les services de garde, la collecte des produits tirés des placements, le règlement de transactions et d'autres services administratifs. Les services administratifs représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie et doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie) et Irish Life Group Limited (Irish Life), ainsi que celui de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), auquel s'ajoutent les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (le bénéfice net) pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 s'est chiffré à 674 M\$, contre 720 M\$ il y a un an et 671 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,682 \$ par action ordinaire (0,681 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à 0,724 \$ par action ordinaire (0,722 \$ après dilution) il y a un an et à 0,675 \$ par action ordinaire (0,674 \$ après dilution) au trimestre précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net de Lifeco s'est chiffré à 1 965 M\$, contre 2 079 M\$ il y a un an. Ce montant représente 1,982 \$ par action ordinaire (1,979 \$ après dilution) pour 2016, comparativement à 2,086 \$ par action ordinaire (2,081 \$ après dilution) il y a un an.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	70 \$	80 \$	91 \$	242 \$	256 \$
Gestion du patrimoine	99	104	116	304	360
Assurance collective	110	125	153	302	358
Exploitation générale canadienne	10	18	(34)	44	(41)
	289	327	326	892	933
Exploitation américaine					
Services financiers	89	74	106	253	298
Gestion d'actifs	(6)	(18)	(8)	(49)	(9)
Exploitation générale américaine	(5)	(3)	(2)	(10)	(5)
	78	53	96	194	284
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	251	225	229	702	652
Réassurance	54	74	71	191	240
Exploitation générale européenne	8	(6)	(4)	—	(21)
	313	293	296	893	871
Exploitation générale de Lifeco	(6)	(2)	2	(14)	(9)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	674 \$	671 \$	720 \$	1 965 \$	2 079 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

INCIDENCE DES MARCHÉS

Référendum au Royaume-Uni

Le 23 juin 2016, la population du Royaume-Uni a voté en faveur de la sortie de l'Union européenne (UE). La Compagnie a effectué une analyse approfondie des risques éventuels que cet événement comporte à l'égard de ses unités d'exploitation; en dépit de l'incertitude et de la volatilité accrue sur les marchés obligataires, boursiers et des devises, les unités d'exploitation demeurent résilientes, et la Compagnie maintient une importante marge de manœuvre financière. L'exploitation européenne de la Compagnie est fondée sur des unités d'exploitation solides et stables et bénéficie d'un portefeuille de placement diversifié. Ces unités d'exploitation disposent d'une capitalisation adéquate, et la Compagnie est décidée à maintenir sa présence sur ces marchés. L'incidence du référendum sur l'exploitation européenne et la réglementation Solvabilité II font l'objet d'explications plus détaillées à la section « Exploitation européenne » du rapport de gestion.

Les répercussions du vote sur le portefeuille d'actifs de la Compagnie sont présentées à la section « Actif investi » du rapport de gestion. Au cours du deuxième trimestre de 2016, un ajustement de 3,5 % a été appliqué pour réduire la valeur comptable des biens immobiliers que détenait le fonds général au Royaume-Uni au 30 juin 2016. À la suite d'un examen de l'évaluation des immeubles du portefeuille et des conditions actuelles du marché, cet ajustement de l'évaluation a été éliminé le 30 septembre 2016, ce qui concorderait avec le point de vue de la Compagnie selon lequel l'orientation du marché de l'immobilier semble retrouver une certaine stabilité. Après l'élimination de l'ajustement, les valeurs de marché étaient plus élevées que les valeurs ajustées au 30 juin 2016 et étaient de 1 % inférieures aux valeurs de marché avant la tenue du vote. Puisque la plupart de ces actifs soutiennent des passifs relatifs aux contrats d'assurance, les variations de la valeur de marché ont été contrebalancées en grande partie par une variation correspondante des passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Entre la date du vote et le 30 septembre 2016, la livre sterling s'est dépréciée d'environ 10 % par rapport au dollar canadien. Au troisième trimestre de 2016, ce recul a entraîné une diminution de 8 % du taux de change moyen appliqué au bénéfice net en livres sterling de la Compagnie par rapport au deuxième trimestre de 2016. L'incidence sur la conversion des établissements à l'étranger est présentée à la section « Incidence des marchés – Devises » dans le rapport de gestion. Pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie à la fluctuation des devises, se reporter à la section « Gestion des risques » du rapport de gestion annuel de 2015 de la Compagnie.

Taux d'intérêt

Au cours du trimestre, les taux d'intérêt ont augmenté dans la plupart des pays où la Compagnie exerce ses activités, sauf au Royaume-Uni où les taux ont diminué. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a pas eu d'incidence sur l'étendue des scénarios de taux d'intérêt pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net, mais elle a contribué à la diminution du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE).

Afin de réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la Compagnie suit un processus rigoureux lorsqu'elle effectue l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif. Par conséquent, l'incidence de la variation de la juste valeur des obligations couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance comptabilisées par le biais du résultat net est pour l'essentiel contrebalancée par une variation équivalente au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 septembre 2016 pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie aux fluctuations des taux d'intérêt.

Marchés boursiers

Dans les régions où la Compagnie exerce ses activités, les marchés boursiers pour le troisième trimestre de 2016 ont affiché en moyenne un rendement contrasté par rapport à la période correspondante de 2015, mais, à la fin du trimestre, ils affichaient une hausse par rapport au 30 juin 2016. Par rapport aux prévisions de la Compagnie, la fluctuation de la moyenne des niveaux des marchés et la volatilité des marchés ont eu une incidence favorable d'environ 8 M\$ sur le bénéfice net au cours du troisième trimestre de 2016 et une incidence défavorable de 10 M\$ depuis le début de l'exercice 2016 (incidence défavorable de 27 M\$ et de 21 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2015), qui se rapporte aux honoraires liés aux actifs de la Compagnie et au coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie. En outre, le bénéfice net a subi l'incidence favorable d'environ 8 M\$ au cours du troisième trimestre de 2016, et de 4 M\$ depuis le début de l'exercice 2016 (incidence défavorable de 6 M\$ et de 1 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2015) qui se rapporte aux placements en capitaux de lancement détenus par l'unité Gestion d'actifs et l'exploitation générale canadienne.

Par rapport au troisième trimestre de 2015, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du troisième trimestre de 2016 a augmenté de 4 % au Canada (indice S&P/TSX), de 7 % aux États-Unis (indice S&P 500), et de 6 % au Royaume-Uni (indice FTSE 100), mais elle a diminué de 12 % dans la grande région européenne (indice EURO STOXX 50). À la clôture du troisième trimestre de 2016, les principaux indices boursiers affichaient des hausses de 5 % au Canada, de 3 % aux États-Unis, de 6 % au Royaume-Uni et de 5 % dans la grande région européenne, par rapport au 30 juin 2016.

Devises

Dans le présent document, des termes sont utilisés pour souligner l'incidence du taux de change sur les résultats, par exemple « taux de change constant », « incidence de la fluctuation des devises » et « incidence des fluctuations liées à la conversion des devises ». Ces mesures ont été établies d'après les taux moyens ou les taux à la fin de la période, suivant le cas, en vigueur à la date de la période correspondante. Ces mesures non définies par les IFRS fournissent des renseignements utiles, car elles accroissent la comparabilité des résultats entre les périodes.

Au cours du troisième trimestre de 2016, le taux de change moyen de la livre sterling a diminué, tandis que celui du dollar américain et de l'euro est demeuré stable par rapport au troisième trimestre de 2015. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une baisse de 45 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 (17 M\$ depuis le début de l'exercice) par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an, qui s'explique surtout par le recul de la livre sterling.

Du 30 juin 2016 au 30 septembre 2016, les taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation qui ont servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en dollars américains et en euros ont augmenté. Le taux en vigueur sur le marché au 30 septembre 2016 pour la livre sterling a diminué par rapport au 30 juin 2016. Les fluctuations des taux en vigueur sur le marché à la fin de la période ont donné lieu à des profits de change latents de 67 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger pour le trimestre considéré, compte tenu des activités de couverture connexes (pertes nettes latentes de 1 399 M\$ depuis le début de l'exercice). Ces montants ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique Conversion des devises.

RÉVISION DES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Au cours du troisième trimestre de 2016, la Compagnie a révisé un certain nombre d'hypothèses actuarielles, ce qui a eu une incidence positive de 171 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 123 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 112 M\$ pour le trimestre précédent. Pour l'exploitation européenne, la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes et des hypothèses économiques, contrebalancée en partie par l'incidence de la révision des hypothèses à l'égard des charges et de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie, a eu une incidence positive de 129 M\$ sur le bénéfice net. Pour l'exploitation américaine, la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des ventes, des hypothèses à l'égard des charges et des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie a eu une incidence positive de 22 M\$ sur le bénéfice net. Pour l'exploitation canadienne, la révision des hypothèses au chapitre de la morbidité et le raffinement de la modélisation, contrebalancés en partie par l'incidence de la révision des hypothèses à l'égard des charges, a eu une incidence positive de 20 M\$ sur le bénéfice net.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la révision des hypothèses actuarielles a eu une incidence positive de 331 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 279 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Le total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, déduction faite de la réassurance cédée (une mesure définie par les IFRS), ainsi que les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs. Cette mesure est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

Les souscriptions (une mesure financière non définie par les IFRS) de produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque comprennent la totalité des primes uniques et des primes annualisées prévues pour les douze premiers mois du régime. Les souscriptions d'assurance collective et de SAS reflètent les primes annualisées et les équivalents de primes pour les nouvelles polices et les nouveaux avantages couverts ou l'expansion de la couverture des polices existantes. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine individuels, les souscriptions comprennent les dépôts des produits de fonds distincts, les dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ainsi que les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine collectifs, les souscriptions comprennent les actifs transférés d'anciens fournisseurs de régimes et les cotisations annuelles prévues au nouveau régime. Cette mesure est un indicateur de la croissance des nouvelles affaires.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	1 298 \$	1 294 \$	1 220 \$	3 828 \$	3 590 \$
Gestion du patrimoine	2 716	2 496	2 504	7 938	8 028
Assurance collective	2 040	2 100	1 948	6 214	5 836
	6 054	5 890	5 672	17 980	17 454
Exploitation américaine					
Services financiers	3 575	3 327	3 477	10 631	8 711
Gestion d'actifs	11 341	10 623	10 242	34 352	28 981
	14 916	13 950	13 719	44 983	37 692
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	5 325	6 293	8 354	17 292	17 630
Réassurance	2 967	2 038	1 487	7 172	4 077
	8 292	8 331	9 841	24 464	21 707
Total des primes et dépôts	29 262 \$	28 171 \$	29 232 \$	87 427 \$	76 853 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Exploitation canadienne	3 117 \$	2 677 \$	2 944 \$	9 062 \$	9 143 \$
Exploitation américaine	23 011	16 665	25 831	79 834	64 085
Exploitation européenne – Assurance et rentes	4 645	5 550	7 716	14 769	15 568
Total des souscriptions	30 773 \$	24 892 \$	36 491 \$	103 665 \$	88 796 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du total des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

PRODUITS NETS TIRÉS DES PLACEMENTS

Produits nets tirés des placements

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Produits tirés des placements – gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 480 \$	1 571 \$	1 555 \$	4 707 \$	4 545 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	1	(16)	—	(22)	1
Profits nets réalisés	41	48	19	140	135
Produits tirés des placements – réguliers	1 522	1 603	1 574	4 825	4 681
Frais de placement	(26)	(27)	(28)	(80)	(80)
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 496	1 576	1 546	4 745	4 601
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	2 307	3 129	(82)	7 846	(1 166)
Produits nets tirés des placements	3 803 \$	4 705 \$	1 464 \$	12 591 \$	3 435 \$

Au troisième trimestre de 2016, les produits nets tirés des placements, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 2 339 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les variations de la juste valeur au troisième trimestre de 2016 se sont soldées par une augmentation de 2 307 M\$, comparativement à une diminution de 82 M\$ au troisième trimestre de 2015. L'augmentation au troisième trimestre de 2016 découle principalement de la baisse du rendement des obligations au Canada et au Royaume-Uni ainsi que de la remontée des marchés boursiers au Canada. Au troisième trimestre de 2015, les répercussions du recul des marchés boursiers au Canada avaient été principalement contrebalancées par la diminution du rendement des obligations d'État au Royaume-Uni.

Au troisième trimestre de 2016, les produits nets tirés des placements réguliers de 1 496 M\$, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 50 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution s'explique principalement par l'incidence des fluctuations des devises, le dollar canadien s'étant raffermi par rapport à la livre sterling. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 21 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à 8 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits nets tirés des placements pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 ont augmenté de 9 156 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations de la juste valeur pour la période de neuf mois en 2016 se sont soldées par une augmentation de 7 846 M\$, comparativement à une diminution de 1 166 M\$ au cours de la période correspondante de 2015. Les variations de la juste valeur sont principalement attribuables à une baisse des rendements des obligations et à la remontée des marchés boursiers au Canada au cours des neuf premiers mois de 2016, comparativement à des rendements des obligations contrastés et à un recul des marchés boursiers au Canada pour la période correspondante de 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les produits nets tirés des placements réguliers ont augmenté de 144 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de l'incidence de la fluctuation des devises, alors que le dollar américain s'est raffermi par rapport au dollar canadien, facteur partiellement contrebalancé par le raffermissement du dollar canadien par rapport à la livre sterling. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 70 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 102 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au troisième trimestre de 2016, les produits nets tirés des placements ont diminué de 902 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des augmentations nettes de la juste valeur de 2 307 M\$ au cours du troisième trimestre de 2016, comparativement à des augmentations nettes de 3 129 M\$ au trimestre précédent. La diminution nette des justes valeurs au cours du troisième trimestre est surtout attribuable à une diminution moins marquée des rendements des obligations par rapport au trimestre précédent.

Marchés du crédit

Au troisième trimestre de 2016, la Compagnie a enregistré des reprises nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence favorable de 1 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (reprise nette de 1 M\$ au troisième trimestre de 2015). La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 4 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 8 M\$ au troisième trimestre de 2015).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la Compagnie a enregistré des charges nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence défavorable de 21 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (reprise nette de 8 M\$ pour la période correspondante de 2015), essentiellement en raison des pertes de valeur sur des prêts hypothécaires liées à l'insolvabilité de British Home Stores (BHS), un détaillant au Royaume-Uni. La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une diminution nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence favorable de 10 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires depuis le début de l'exercice (charge nette de 30 M\$ pour la période correspondante de 2015).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	338 \$	327 \$	328 \$	984 \$	974 \$
Contrats SAS	39	42	38	124	116
	377	369	366	1 108	1 090
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	566	555	591	1 692	1 741
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	328	307	284	956	894
Total des honoraires et autres produits	1 271 \$	1 231 \$	1 241 \$	3 756 \$	3 725 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Exploitation canadienne	3 485 \$	3 632 \$	1 967 \$	10 418 \$	7 192 \$
Exploitation américaine	1 776	1 996	1 390	5 884	3 054
Exploitation européenne	5 328	4 407	2 476	14 000	7 064
Total	10 589 \$	10 035 \$	5 833 \$	30 302 \$	17 310 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les échéances, les rentes, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts ou aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 10,6 G\$, ce qui comprend un montant de 7,3 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 3,3 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 4,8 G\$ par rapport à la période correspondante de 2015 comprend une hausse de 3,1 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats et une hausse de 1,7 G\$ des paiements de prestations. Cette augmentation de la variation des passifs relatifs aux contrats s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés en matière de réassurance, partiellement contrebalancés par l'incidence des fluctuations des devises.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 30,3 G\$, ce qui comprend un montant de 19,9 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 10,4 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 13,0 G\$ par rapport à la période correspondante de 2015 comprend une hausse de 9,3 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats et une hausse de 3,7 G\$ des paiements de prestations. Cette augmentation de la variation des passifs relatifs aux contrats s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'acquisition des activités de rentes de The Equitable Life Assurance Society, ce qui a donné lieu à une hausse des passifs relatifs aux contrats au premier trimestre de 2015. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés en matière de réassurance ainsi que de l'incidence des fluctuations des devises.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont augmenté de 0,6 G\$. Cette augmentation comprend une hausse de 1,3 G\$ des paiements de prestations principalement attribuable à l'augmentation des volumes d'affaires, et elle a été contrebalancée en partie par une diminution de 0,7 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,75 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits non imposables tirés des placements et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au troisième trimestre de 2016, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 13 %, en hausse comparativement à 10 % au troisième trimestre de 2015. Les modifications de certaines estimations liées à l'impôt et les bénéfices imposables ailleurs qu'au Canada ont eu une incidence moins favorable sur le taux d'imposition effectif au troisième trimestre de 2016.

La Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 9 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, comparativement à 15 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif de la Compagnie découle principalement des modifications de certaines estimations liées à l'impôt. Au cours du premier trimestre de 2016, des éléments non récurrents d'un total de 66 M\$ ont fait diminuer le taux d'imposition effectif de 3 % pour les neuf premiers mois de 2016, principalement en raison des décisions prises à l'égard de l'impôt et des règlements conclus avec les autorités fiscales.

Au troisième trimestre de 2016, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 13 % comparativement à 10 % au deuxième trimestre de 2016, une hausse qui tient principalement aux mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les résultats du trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 septembre 2016			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	70 468 \$	44 658 \$	49 121 \$	164 247 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 132	2 330	2 447	9 909
Autres actifs	3 215	4 761	20 195	28 171
Actif net des fonds distincts	73 669	35 075	90 418	199 162
Total de l'actif	152 484	86 824	162 181	401 489
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 625	216 458	34 461	256 544
Total de l'actif géré	158 109	303 282	196 642	658 033
Autres actifs administrés	15 815	514 616	40 044	570 475
Total de l'actif administré	173 924 \$	817 898 \$	236 686 \$	1 228 508 \$

	31 décembre 2015			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	67 701 \$	43 809 \$	50 071 \$	161 581 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 132	2 465	2 352	9 949
Autres actifs	2 793	4 535	22 883	30 211
Actif net des fonds distincts	70 269	35 966	91 959	198 194
Total de l'actif	145 895	86 775	167 265	399 935
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 039	218 231	29 210	252 480
Total de l'actif géré	150 934	305 006	196 475	652 415
Autres actifs administrés	15 390	503 125	41 587	560 102
Total de l'actif administré	166 324 \$	808 131 \$	238 062 \$	1 212 517 \$

Au 30 septembre 2016, le total de l'actif administré avait augmenté de 16,0 G\$ par rapport au 31 décembre 2015 pour atteindre 1,2 billion de dollars, essentiellement en raison de l'incidence positive de la fluctuation des marchés et de la croissance des nouvelles affaires, facteurs contrebalancés en grande partie par l'incidence de la fluctuation des devises.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 septembre 2016, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 117,7 G\$, soit 72 % de l'actif investi, contre 114,9 G\$, ou 71 % de l'actif investi, au 31 décembre 2015. Au cours du deuxième trimestre de 2016, les obligations d'État au Royaume-Uni et d'autres obligations d'États ont vu passer leur notation de AAA à AA; une décision des agences de notation directement attribuable au vote du Royaume-Uni en faveur du retrait de l'UE, ce qui a entraîné une modification de l'ordre de répartition entre les catégories de notation. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Qualité des obligations du portefeuille

	30 septembre 2016		31 décembre 2015	
AAA	26 846 \$	23 %	36 434 \$	32 %
AA	30 724	26	20 364	18
A	37 811	32	35 623	31
BBB	21 051	18	20 984	18
BB ou inférieure	1 300	1	1 538	1
Total	117 732 \$	100 %	114 943 \$	100 %

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

	30 septembre 2016				31 décembre 2015	
Prêts hypothécaires par type de bien	Assurés	Non assurés	Total		Total	
Résidences unifamiliales	718 \$	1 339 \$	2 057 \$	9 %	1 962 \$	9 %
Résidences multifamiliales	2 957	3 061	6 018	28	5 821	26
Biens commerciaux	273	13 440	13 713	63	14 238	65
Total	3 948 \$	17 840 \$	21 788 \$	100 %	22 021 \$	100 %

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 21,8 G\$, soit 13 % de l'actif investi, au 30 septembre 2016, comparativement à 22,0 G\$, ou 14 % de l'actif investi, au 31 décembre 2015. Le total des prêts assurés s'élevait à 3,9 G\$, soit 18 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	30 septembre 2016		31 décembre 2015	
Ontario	996 \$	49 %	946 \$	49 %
Québec	433	21	405	21
Alberta	138	7	136	7
Colombie-Britannique	127	6	123	6
Terre-Neuve	110	5	105	5
Saskatchewan	86	4	84	4
Nouvelle-Écosse	66	3	62	3
Manitoba	53	3	55	3
Nouveau-Brunswick	44	2	42	2
Autres	4	—	4	—
Total	2 057 \$	100 %	1 962 \$	100 %

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 604 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 27 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 30 septembre 2016.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 septembre 2016, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 3 430 M\$, comparativement à 3 558 M\$ au 31 décembre 2015, soit une diminution de 128 M\$ découlant essentiellement de l'incidence des fluctuations des devises et des modifications des hypothèses, facteurs contrebalancés en partie par les activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 33 M\$ (24 M\$ au 31 décembre 2015) et les provisions actuarielles pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance de 3 430 M\$ (3 558 M\$ au 31 décembre 2015) représentaient au total 2,3 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, au 30 septembre 2016 (2,4 % au 31 décembre 2015).

Exposition au secteur de l'énergie

Obligations, prêts hypothécaires et immeubles de placement détenus liés au secteur de l'énergie⁽¹⁾

	30 septembre 2016				31 décembre 2015
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total	Total
Obligations ⁽²⁾⁽³⁾	1 630 \$	2 203 \$	1 415 \$	5 248 \$	5 216 \$
Prêts hypothécaires ⁽⁴⁾	2 137	354	46	2 537	2 560
Immeubles de placement	291	—	—	291	300
Total	4 058 \$	2 557 \$	1 461 \$	8 076 \$	8 076 \$

⁽¹⁾ Les obligations détenues liées au secteur de l'énergie correspondent à une sous-catégorie de certains secteurs d'activité présentés à la note 7a)ii) des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2015.

⁽²⁾ Le coût amorti de ces obligations se chiffrait à 4 900 M\$ au 30 septembre 2016 et à 5 177 M\$ au 31 décembre 2015.

⁽³⁾ Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants dont la valeur comptable est de 384 M\$ et le coût amorti était de 343 M\$ au 30 septembre 2016.

⁽⁴⁾ Comprend des prêts hypothécaires assurés de 637 M\$ au 30 septembre 2016 et de 613 M\$ au 31 décembre 2015.

Au 30 septembre 2016, les placements liés au secteur de l'énergie détenus par la Compagnie comprenaient une exposition directe sous forme d'obligations de 5,2 G\$ (5,2 G\$ au 31 décembre 2015), ou 3,0 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Les obligations liées au secteur de l'énergie détenues par la Compagnie formaient un portefeuille diversifié dans plusieurs sous-secteurs et environ 97 % des titres étaient de grande qualité. Environ la moitié de l'actif du portefeuille était investi dans des entités du secteur intermédiaire et de raffinage, et l'autre moitié dans des entités intégrées et indépendantes fournissant des services liés aux champs pétrolifères.

De plus, la Compagnie a une exposition indirecte au secteur de l'énergie sous forme de prêts hypothécaires et d'immeubles de placement de 2,8 G\$, ce qui représente 1,6 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Ce portefeuille est concentré dans certaines régions où l'économie est davantage tributaire du secteur de l'énergie et est diversifié en fonction du type d'immeuble, l'actif investi se répartissant ainsi : 30 % dans les résidences multifamiliales, 27 % dans les immeubles industriels et les autres immeubles, 23 % dans les immeubles de bureaux et 20 % dans les commerces de détail. Environ 80 % de l'actif du portefeuille se concentre dans la province de l'Alberta, le reste de l'actif se concentre surtout dans l'État du Texas. Le ratio prêt-valeur moyen pondéré des prêts hypothécaires était de 59 % au 30 septembre 2016.

Exposition aux biens immobiliers au Royaume-Uni

Prêts hypothécaires et immeubles de placement détenus au Royaume-Uni							31 décembre 2015
	30 septembre 2016						
	Résidences multifamiliales	Magasins et centres commerciaux	Immeubles de bureaux	Bâtiments industriels	Autres	Total	Total
Prêts hypothécaires	379	1 453	724	952	325	3 833	4 520
Immeubles de placement	—	1 141	645	644	428	2 858	3 411
Total	379 \$	2 594 \$	1 369 \$	1 596 \$	753 \$	6 691 \$	7 931 \$

Au 30 septembre 2016, la valeur du portefeuille de placements liés à des biens immobiliers de la Compagnie au Royaume-Uni s'élevait à 6,7 G\$ (7,9 G\$ au 31 décembre 2015), ce qui représentait 3,8 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Cette diminution de 1,2 G\$ par rapport au 31 décembre 2015 est principalement attribuable à l'incidence des fluctuations des devises qui s'explique par le raffermissement du dollar canadien par rapport à la livre sterling. La partie de ce portefeuille concentrée dans le centre de Londres avait une valeur de 1,9 G\$ (2,1 G\$ au 31 décembre 2015), soit 1,1 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, tandis que les placements détenus dans les autres régions du Royaume-Uni s'élevaient à 4,8 G\$ (5,8 G\$ au 31 décembre 2015), soit 2,7 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Ce portefeuille était bien diversifié en fonction du type d'immeuble, l'actif investi se répartissant ainsi : 39 % dans les commerces de détail, 35 % dans les immeubles industriels et autres, 20 % dans les immeubles de bureaux et 6 % dans les résidences multifamiliales. Au 30 septembre 2016, le ratio prêt-valeur moyen pondéré des prêts hypothécaires était de 55 %, et le ratio de couverture du service de la dette moyen pondéré était de 2,0. Au 30 septembre 2016, la durée moyenne pondérée des emprunts hypothécaires et des contrats de location des biens immobiliers était de plus de 14 ans.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du troisième trimestre de 2016. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des crédettes de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés.

Au 30 septembre 2016, le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 132 M\$ (107 M\$ au 31 décembre 2015) et un montant de 520 M\$ avait été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (671 M\$ au 31 décembre 2015). En 2016, les biens donnés en garantie à l'égard des passifs dérivés ont diminué en raison de la baisse des passifs dérivés, essentiellement imputable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain sur la juste valeur des swaps de devises.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 4,1 G\$ pour se chiffrer à 20,8 G\$, principalement en raison d'une augmentation de 3,4 G\$ liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir ainsi qu'aux activités de couverture courantes.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a augmenté pour s'établir à 625 M\$ au 30 septembre 2016, comparativement à 461 M\$ au 31 décembre 2015. La valeur de marché des swaps de devises a augmenté en raison du raffermissement, à la fin de la période, du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

PASSIF

Total du passif	30 septembre 2016	31 décembre 2015 ⁽¹⁾
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	161 700 \$	160 745 \$
Autres passifs du fonds général	16 371	15 736
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	199 162	198 194
Total	377 233 \$	374 675 \$

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants ont été reclassés, comme il est expliqué à la note 16 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie au 30 septembre 2016.

Le total du passif a augmenté de 2,6 G\$ par rapport au 31 décembre 2015, passant ainsi à 377,2 G\$ au 30 septembre 2016. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 1,0 G\$. L'augmentation s'explique principalement par l'incidence des ajustements à la juste valeur et des nouvelles affaires, facteurs contrebalancés en partie par le raffermissement du dollar canadien par rapport à la livre sterling, au dollar américain et à l'euro. Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ont augmenté de 1,0 G\$ en raison essentiellement de l'incidence combinée de l'augmentation de la valeur de marché et des produits tirés des placements de 9,9 G\$, contrebalancée pour l'essentiel par l'incidence de la fluctuation des devises de 8,5 G\$ et par des retraits nets de 0,6 G\$.

Garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 septembre 2016, le montant des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 3 782 M\$ (3 488 M\$ au 31 décembre 2015). La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

	Valeur de marché	30 septembre 2016			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total ⁽¹⁾
Exploitation canadienne	31 012 \$	— \$	14 \$	50 \$	50 \$
Exploitation américaine	11 968	8	—	44	52
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	8 959	28	—	390	390
Réassurance ⁽²⁾	1 133	517	—	21	538
Total de l'exploitation européenne	10 092	545	—	411	928
Total	53 072 \$	553 \$	14 \$	505 \$	1 030 \$

⁽¹⁾ Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne au 30 septembre 2016 pour chaque police.

⁽²⁾ L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 septembre 2016. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 4 M\$ pour le trimestre (5 M\$ pour le troisième trimestre de 2015) et à 17 M\$ depuis le début de l'exercice (11 M\$ pour la période correspondante de 2015), la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Réassurance de l'exploitation européenne.

CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 30 septembre 2016, le capital social en circulation se chiffrait à 9 634 M\$, dont 7 120 M\$ d'actions ordinaires, 2 264 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, 213 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et 37 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux variable.

La Compagnie a initié le 8 janvier 2016, pour une période de un an, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 8 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions attribuées en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été modifiée avec prise d'effet le 23 février 2016 pour porter à 20 000 000 le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans sa forme modifiée se poursuivra jusqu'au 7 janvier 2017.

Le 17 juin 2016, la Compagnie a annoncé son intention de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 5 809 000 de ses actions ordinaires aux termes d'ententes privées conclues entre la Compagnie et plusieurs vendeurs tiers dans des conditions de concurrence normale. Ces rachats se feront conformément aux ordonnances d'exemption d'offre publique de rachat rendues par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Tout rachat d'actions ordinaires par l'entremise d'ententes privées en vertu des ordonnances sera fait à un escompte par rapport au cours des actions ordinaires à la Bourse de Toronto qui sera en vigueur au moment du rachat, pourra être fait en une ou plusieurs transactions à l'occasion et sera autrement conforme aux modalités prévues par les ordonnances. Le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être rachetées en vertu d'ententes privées ne doit pas dépasser 6 666 666, soit le tiers du nombre total d'actions ordinaires pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Compagnie, et tout rachat doit être fait au plus tard le 7 janvier 2017. Toutes les actions ordinaires rachetées par l'entremise d'ententes privées conclues conformément aux ordonnances seront incluses dans le nombre total d'actions ordinaires pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Compagnie. Au 30 septembre 2016, la Compagnie avait conclu des ententes privées aux fins du rachat de 1 600 000 de ses actions ordinaires.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la Compagnie a racheté puis annulé 7 967 881 actions ordinaires (5 936 420 en 2015) au coût moyen par action de 33,54 \$ (35,21 \$ en 2015) en vertu de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Lifeco détient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme directement et par l'intermédiaire de ses filiales consolidées. Au 30 septembre 2016, la Compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme de 8,6 G\$ (7,1 G\$ au 31 décembre 2015) et d'autres obligations d'État disponibles de 34,3 G\$ (35,6 G\$ au 31 décembre 2015). Au 30 septembre 2016, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les obligations à court terme comprenaient environ 0,7 G\$ (0,9 G\$ au 31 décembre 2015) par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités.

La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie. Pour les entités dont le siège social est situé en Europe, les politiques en matière de solvabilité ont changé pour refléter la réforme Solvabilité II, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. En 2016, les unités d'exploitation d'assurance et de réassurance de la Compagnie qui sont réglementées en Europe continue d'élaborer des modèles internes de gestion du risque et de prendre les mesures nécessaires pour gérer le risque de volatilité du capital dans le cadre de la nouvelle réglementation en collaboration avec les organismes de réglementation européens.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation	1 722 \$	1 564 \$	4 865 \$	4 060 \$
Financement	(646)	(618)	(1 555)	(1 489)
Investissement	(1 102)	(78)	(2 876)	(1 622)
	(26)	868	434	949
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	18	157	(187)	266
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(8)	1 025	247	1 215
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 068	2 688	2 813	2 498
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 060 \$	3 713 \$	3 060 \$	3 713 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits nets tirés des placements et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. Ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au troisième trimestre de 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 8 M\$ par rapport au 30 juin 2016. Au cours du troisième trimestre de 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 1 722 M\$, une hausse de 158 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2015. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 646 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 373 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 104 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 102 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 247 M\$ par rapport au 31 décembre 2015. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 4 865 M\$, une hausse de 805 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 1 555 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 1 121 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 197 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Au premier trimestre de 2016, la Compagnie a augmenté le dividende trimestriel aux détenteurs d'actions ordinaires, le faisant ainsi passer de 0,326 \$ par action ordinaire à 0,346 \$ par action ordinaire. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 2 876 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Comme il a été présenté dans le rapport annuel de 2015, au cours du premier trimestre de 2016, une des filiales de la Compagnie a signé un contrat de location de bureaux d'une durée de 15 ans à compter de 2018, en remplacement d'un contrat de location existant. Les paiements annuels marginaux au titre de ce contrat de location ne sont pas significatifs.

Outre le contrat susmentionné, les engagements et obligations contractuelles n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2015.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences de capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques. La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. Les décisions de capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent également compte de l'incidence que pourraient avoir de telles mesures sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du MPRCE. La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales en exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 30 septembre 2016 s'établissait à 227 % (238 % au 31 décembre 2015). Le ratio du MPRCE de la London Life au 30 septembre 2016 s'établissait à 206 % (226 % au 31 décembre 2015). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 30 septembre 2016 s'établissait à 254 % (260 % au 31 décembre 2015). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,7 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille, au 30 septembre 2016 (0,9 G\$ au 31 décembre 2015).

Aux fins du calcul de la situation du MPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles. Selon la ligne directrice du BSIF sur le MPRCE, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale doivent être amorties sur 12 trimestres.

Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie, du profil de risques et des plans d'affaires de celle-ci. La Compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. En plus d'effectuer des opérations sur capitaux propres, la Compagnie utilise et fournit des produits de réassurance traditionnels et structurés aux fins de la gestion des risques et du capital.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le 12 septembre 2016, le BSIF a publié une ligne directrice intitulée Test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie (TSAV). Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2018, le BSIF prévoit remplacer la ligne directrice sur le MPRCE par la ligne directrice sur le TSAV, et il a déclaré que cette dernière ne devrait pas accroître le montant de capital dans le secteur par rapport à l'actuelle ligne directrice sur le MPRCE. Puisque le BSIF a élaboré la ligne directrice sur le TSAV afin d'harmoniser les mesures du risque avec les réalités économiques du secteur de l'assurance-vie, la distribution de capital et l'incidence selon le risque et selon l'entreprise pourrait changer. Le BSIF prévoit soumettre au banc d'essai la nouvelle ligne directrice sur le TSAV en 2016 et en 2017 dans le but d'y apporter les derniers ajustements en fin de parcours.

La Compagnie a participé aux études d'impact quantitatives du BSIF au cours des dernières années relativement au projet de ligne directrice sur le TSAV et participera aux bancs d'essai et à toute autre évaluation que mènera le BSIF. La Compagnie poursuivra ses discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur pendant la période d'essai et la phase subséquente de mise en œuvre.

En raison de la nature évolutive des IFRS et des modifications proposées aux IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences de capital réglementaire, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres⁽¹⁾

	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 déc. 2015
Exploitation canadienne	19,0 %	19,7 %	20,2 %
Services financiers aux États-Unis⁽²⁾	11,0 %	11,7 %	13,0 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(0,3) %	(0,4) %	1,4 %
Exploitation européenne	16,9 %	16,4 %	16,8 %
Exploitation générale de Lifeco	(3,6) %	(2,2) %	(2,7) %
Total du bénéfice net de Lifeco	13,8 %	14,0 %	14,7 %

⁽¹⁾ Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres.

⁽²⁾ Comprend l'exploitation générale américaine.

La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres fondé sur le bénéfice net de 13,8 % au 30 septembre 2016, comparativement à 14,0 % au 30 juin 2016.

NOTATIONS

Cinq sociétés de notation indépendantes attribuent des notations à Lifeco. Au troisième trimestre de 2016, les notations attribuées à Lifeco et à ses principales filiales en exploitation sont demeurées inchangées (se reporter au tableau ci-après). La Compagnie a continué d'afficher d'excellentes notations par rapport à ses concurrents en Amérique du Nord, grâce à son profil de risque prudent ainsi qu'à la stabilité de son bénéfice net et de ses dividendes.

Les sociétés en exploitation de Lifeco reçoivent une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations groupées de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du troisième trimestre de 2016.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Notation de l'émetteur Santé financière Créances de premier rang Créances de second rang	A (élevée) A (élevée)	AA AA	AA	AA AA (faible)	Non coté
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

Irish Life Assurance Plc (ILA) n'est pas incluse dans les notations groupées. Fitch Ratings a accordé la notation AA à ILA en matière de santé financière de l'assureur et Standard & Poor's Ratings Services lui a accordé la notation à long terme A+. Fitch Ratings a accordé la notation A aux billets perpétuels de 200 M€ d'ILA repris à l'acquisition d'Irish Life, et Standard & Poor's, la notation de A-, soit les mêmes notations qu'au deuxième trimestre de 2016.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life et la Canada-Vie, ainsi qu'à celui de Great-West Financial et de Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance en cas de décès ou de mutilation par accident, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire, d'assurance créances et de ventes directes, de même que des produits spécialisés, à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	6 054 \$	5 890 \$	5 672 \$	17 980 \$	17 454 \$
Souscriptions	3 117	2 677	2 944	9 062	9 143
Honoraires et autres produits	377	369	366	1 108	1 090
Bénéfice net	289	327	326	892	933
Total de l'actif	152 484 \$	149 913 \$	143 933 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 625	5 378	4 896		
Total de l'actif géré	158 109	155 291	148 829		
Autres actifs administrés	15 815	15 537	14 955		
Total de l'actif administré	173 924 \$	170 828 \$	163 784 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 se sont chiffrés à 6,1 G\$, ce qui représente une augmentation de 0,4 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les souscriptions se sont établies à 3,1 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, ce qui représente une augmentation de 6 % par rapport au trimestre correspondant de 2015, en raison de la hausse des souscriptions des unités Gestion du patrimoine et Assurance individuelle.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 s'est chiffré à 289 M\$, comparativement à 326 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par les résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et par la hausse de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation de l'apport des placements.
- Le 15 septembre 2016, la Great-West a lancé un projet pilote pour son outil Wayfinder^{MC}, une nouvelle application en ligne qui permet aux participants des Services de retraite collectifs de se créer des plans financiers personnalisés. Wayfinder utilise des outils avant-gardistes pour permettre aux participants de communiquer directement avec des guides en formation financière par Internet ainsi que d'importer des données d'autres institutions financières afin de dresser le portrait complet de leur situation financière.
- Au cours du troisième trimestre de 2016, la Gamme de fonds Quadrus a lancé une nouvelle série de fonds communs de placement admissibles à la rémunération négociée pour les conseillers dans l'ensemble des types de régimes.
- Au cours du troisième trimestre de 2016, l'exploitation canadienne de Lifeco s'est taillé une place sur la liste 2016 Climate A List du projet Carbon Disclosure Project (CDP) pour une troisième année consécutive. La Compagnie se classe ainsi dans la tranche supérieure de 10 % des sociétés à l'échelle mondiale.
- Au cours du troisième trimestre de 2016, Conseillers immobiliers GWL a reçu pour la deuxième année d'affilée la désignation Green Star lors de son évaluation de 2016 par le Global Real Estate Sustainability Benchmark.

- En octobre 2016, la Corporation Financière Power (la société mère de Lifeco), en collaboration avec la Great-West et la Société financière IGM Inc. (une société affiliée), a annoncé un partenariat d'entreprises portant sur le parrainage d'un nouveau fonds, Portag3 Ventures, qui vise à soutenir les entrepreneurs du secteur canadien de la technologie financière.
- Au cours du troisième trimestre de 2016, l'outil de planification BonjourLaVie^{MC} s'est vu décerner le prix de la meilleure application interactive dans le domaine des assurances dans le cadre des 2016 Internet Advertising Competition Award.
- En octobre 2016, dans le cadre d'un sondage mené par le magazine Canadian Business, la Great-West a été reconnue comme l'une des meilleures marques au Canada pour 2017.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	1 298 \$	1 294 \$	1 220 \$	3 828 \$	3 590 \$
Souscriptions	164	155	142	444	393
Bénéfice net	70	80	91	242	256

Primes et dépôts

Pour le troisième trimestre de 2016, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 78 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 298 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 76 M\$ pour le trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 214 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation de 8 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 84 M\$, soit un résultat comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 238 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 3 828 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 235 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 3 577 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation de 9 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 251 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre de 2016, les primes des produits d'assurance individuelle étaient comparables à celles du trimestre précédent.

Souscriptions

Pour le troisième trimestre de 2016, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 22 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 164 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 21 M\$, ce qui s'explique par une augmentation de 15 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et une augmentation de 45 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle. Les souscriptions de produits de protection du vivant ont été comparables à celles enregistrées au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 51 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 444 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 48 M\$, ce qui s'explique par une augmentation de 14 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et par une augmentation de 10 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle et d'assurance-vie temporaire. Les souscriptions de produits de protection du vivant ont augmenté de 3 M\$, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours du troisième trimestre de 2016, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de 6 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et de la hausse de 14 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 21 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 70 M\$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires ainsi qu'aux résultats favorables au chapitre de la morbidité et du comportement des titulaires de police, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse de l'apport des placements.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net a diminué de 14 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 242 M\$, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les résultats trimestriels.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2016 a diminué de 10 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires et aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation pour le troisième trimestre de 2016 a diminué de 25 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une perte nette de 3 M\$, en raison essentiellement de la diminution de l'apport des placements liés aux surplus d'actifs du compte de participation et de la hausse des charges, contrebalancées en partie par la diminution des pressions exercées par les nouvelles affaires. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence plus favorable sur le bénéfice net en 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net attribuable au compte de participation a diminué de 58 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 13 M\$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'apport des placements liés aux surplus d'actifs du compte de participation, à la hausse des charges et à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation pour le troisième trimestre de 2016 a diminué de 14 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des charges, contrebalancée par la diminution des pressions exercées par les nouvelles affaires.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	2 716 \$	2 496 \$	2 504 \$	7 938 \$	8 028 \$
Souscriptions	2 863	2 403	2 551	8 126	8 252
Honoraires et autres produits	326	315	310	948	931
Bénéfice net	99	104	116	304	360

Primes et dépôts

Les primes et dépôts ont augmenté de 212 M\$ au troisième trimestre de 2016 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 2 716 M\$. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des primes et dépôts liés aux produits de rentes collectifs à prime unique et aux régimes de capitalisation collectifs, contrebalancée en partie par la baisse des primes et dépôts liés aux fonds de placement de l'Individuelle, qui reflète la diminution des flux de trésorerie liés aux actifs dans le secteur ayant trait aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les primes et dépôts ont diminué de 90 M\$ pour atteindre 7 938 M\$. Cette diminution s'explique surtout par la baisse des primes et dépôts liés aux fonds de placement de l'Individuelle, contrebalancée en partie par la hausse des primes et dépôts liés aux produits de rentes collectifs à prime unique et aux régimes de capitalisation collectifs.

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2016 ont augmenté de 220 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des primes et dépôts liés aux produits de rentes collectifs à prime unique, contrebalancée en partie par la baisse des primes et dépôts liés aux régimes de capitalisation collectifs.

Souscriptions

Pour le troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont augmenté de 312 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 863 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les souscriptions ont diminué de 126 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour ainsi s'établir à 8 126 M\$. La variation des souscriptions enregistrée pour le trimestre et la période de neuf mois s'explique par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts des périodes respectives.

Pour le troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont augmenté de 460 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique et de produits liés aux régimes de capitalisation collectifs, partiellement contrebalancée par la baisse des souscriptions de fonds de placement de l'Individuelle.

En ce qui a trait aux activités liées aux régimes de capitalisation collectifs et aux fonds de placement exclusifs de l'Individuelle, des sorties nettes de trésorerie de 784 M\$ ont été enregistrées pour le troisième trimestre de 2016, qui incluaient le retrait d'un régime de capitalisation collectif à faible marge de 910 M\$. Compte non tenu de l'incidence du retrait de ce régime de capitalisation collectif, les entrées nettes de trésorerie se sont chiffrées à 126 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à des entrées nettes de trésorerie de 21 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 65 M\$ pour le trimestre précédent. Compte non tenu du retrait du régime de capitalisation collectif dont il a été question pour expliquer les résultats trimestriels, les entrées nettes de trésorerie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 se sont chiffrées à 532 M\$, comparativement à des entrées nettes de trésorerie de 430 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2016 ont augmenté de 16 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 326 M\$. La hausse s'explique principalement par l'augmentation des autres produits liés aux ententes de distribution et de l'actif administré moyen, attribuable à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et contrebalancée en partie par la baisse des marges.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 17 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 948 M\$, principalement en raison de la croissance des autres produits liés aux ententes de distribution, contrebalancée essentiellement par la diminution des honoraires attribuable à la baisse des marges.

Au troisième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 11 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de l'actif administré moyen qui est attribuable à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 17 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 99 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à la hausse des charges d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des honoraires nets.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net a diminué de 56 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 304 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, aux résultats moins favorables au chapitre de la longévité, à la hausse des charges d'exploitation et à la baisse des honoraires nets.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2016 a diminué de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et de l'apport des placements, contrebalancée en partie par la hausse des honoraires nets.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	2 040 \$	2 100 \$	1 948 \$	6 214 \$	5 836 \$
Souscriptions	90	119	251	492	498
Honoraires et autres produits	39	42	38	124	116
Bénéfice net	110	125	153	302	358

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2016 ont augmenté de 92 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 040 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur les marchés des moyennes et des grandes affaires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 378 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 6 214 M\$, en raison essentiellement des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2016 ont diminué de 60 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une diminution saisonnière des dépôts SAS.

Souscriptions

Pour le troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont diminué de 161 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 90 M\$, principalement en raison de la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires et de la baisse des souscriptions de produits d'assurance créances. Les souscriptions des produits d'assurance créances et sur le marché des grandes affaires peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les souscriptions ont diminué de 6 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 492 M\$. Cette diminution tient principalement à la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires et à la diminution des souscriptions de produits d'assurance créances, contrebalancées en grande partie par la hausse des souscriptions sur les marchés des petites et des moyennes affaires.

Pour le troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont diminué de 29 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des souscriptions dans la plupart des marchés.

Honoraires et autres produits

Pour le troisième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 39 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Les honoraires et autres produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, qui se sont chiffrés à 124 M\$, sont comparables à ceux enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 43 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 110 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la hausse de l'impôt sur le résultat et aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité à l'égard de l'assurance-invalidité à long terme sans ristourne, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par la hausse de la ristourne collective et de l'amélioration des résultats au chapitre de la morbidité à l'égard des contrats SAS d'assurance-maladie. Les modifications de certaines estimations liées à l'impôt ont eu une incidence plus favorable sur le bénéfice net du troisième trimestre de 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net a diminué de 56 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 302 M\$. Cette diminution tient essentiellement aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité à l'égard de l'assurance-invalidité de longue durée, principalement liés aux grandes affaires sans ristourne, et à la hausse de l'impôt sur le résultat dont il a été question pour expliquer les résultats trimestriels, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. La Compagnie continue de procéder à des hausses tarifaires dans ses contrats d'assurance-invalidité à long terme, au besoin, au moment du renouvellement des contrats. De plus, le bénéfice net pour les neuf premiers mois de 2015 a été favorablement influencé par un changement apporté au processus de traitement des demandes qui a donné lieu à la terminaison ponctuelle de demandes additionnelles, qui ne s'est pas reproduite en 2016.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2016 a diminué de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de l'impôt sur le résultat, étant donné que les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat et la diminution de l'apport des placements ont eu une incidence plus favorable sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2016. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par l'amélioration des résultats au chapitre de la morbidité à l'égard de l'assurance-maladie et de l'assurance invalidité de longue durée liés aux grandes affaires avec ristournes ainsi que par la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 44 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 10 M\$, principalement en raison de l'incidence favorable de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net s'est chiffré à 44 M\$, comparativement à une perte nette de 41 M\$ pour la période correspondante de 2015. La variation du bénéfice net est essentiellement attribuable à la baisse de l'impôt sur le résultat dont il a été question pour expliquer les résultats du trimestre et à la hausse des produits nets tirés des placements, qui incluaient un profit à la vente d'un immeuble de placement enregistré au cours du trimestre précédent.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2016 a diminué de 8 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des produits nets tirés des placements, qui incluaient un profit à la vente d'un immeuble de placement enregistré au cours du trimestre précédent.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, et plus particulièrement sous la marque Empower Retirement, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur, des services de gestion et de tenue de dossiers, des comptes de retraite individuels, des services de gestion de fonds et des services de placements et de consultation. La Compagnie offre également des produits d'assurance-vie, des produits de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres par l'intermédiaire de son unité des Marchés de l'Individuelle.

L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	14 916 \$	13 950 \$	13 719 \$	44 983 \$	37 692 \$
Souscriptions	23 011	16 665	25 831	79 834	64 085
Honoraires et autres produits	566	555	591	1 692	1 741
Bénéfice net	78	53	96	194	284
Bénéfice net (en dollars américains)	60	40	73	147	226
Total de l'actif	86 824 \$	84 780 \$	83 600 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	216 458	205 830	206 579		
Total de l'actif géré	303 282	290 610	290 179		
Autres actifs administrés	514 616	495 366	468 712		
Total de l'actif administré	817 898 \$	785 976 \$	758 891 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 s'est chiffré à 60 M\$ US, une baisse de 13 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution tient essentiellement à la diminution des honoraires nets, contrebalancée en partie par la baisse de l'impôt sur le résultat.
- Le 6 avril 2016, le département du Travail des États-Unis a publié un nouveau règlement qui modifie et élargit la définition de fiduciaire pour y inclure le fait de fournir des conseils en placement au responsable d'un régime de retraite ou au titulaire d'un compte de retraite individuel. Globalement, les entités auront jusqu'au 10 avril 2017 pour se conformer au règlement, mais elles auront jusqu'au 1^{er} janvier 2018 pour respecter certains éléments. La Compagnie continue de comparer le règlement avec les pratiques commerciales en cours, principalement dans son unité Empower Retirement et son unité des Marchés de l'Individuelle. En vertu du nouveau règlement, des changements pourraient devoir être apportés à certains aspects de l'offre de produits et de la prestation de services, mais la direction est d'avis que Great-West Financial et Putnam seront tout de même en mesure de mener à terme leur stratégie d'affaires globale et d'atteindre leurs objectifs de croissance.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 se sont chiffrés à 2,7 G\$ US, un montant comparable à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les souscriptions se sont établies à 8,9 G\$ US pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, ce qui représente une diminution de 3,0 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution du nombre d'importantes souscriptions de régime.
- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, le bénéfice net s'est élevé à 68 M\$ US, une baisse de 13 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout attribuable à la hausse des charges d'exploitation qui s'explique principalement par la croissance des nouvelles affaires, ainsi qu'à la diminution de l'apport des placements. Cette diminution a été contrebalancée en partie par l'augmentation des honoraires nets.

- Empower Retirement continue d'engager des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires alors qu'elle cherche à apporter des améliorations afin d'enrichir les interactions avec le client et de simplifier les procédures administratives pour les prochaines années. Initialement, la Compagnie prévoyait investir un montant total d'environ 150 M\$ US dans le cadre de cette initiative qui s'échelonnait sur plusieurs années. Une tranche de plus de 147 M\$ US a déjà été investie au 30 septembre 2016. La Compagnie s'attend à ce que le solde de l'investissement nécessaire pour achever les activités d'intégration s'établisse entre 5 M\$ US et 10 M\$ US. Ces coûts ont fait diminuer le bénéfice net de 34 M\$ US en 2015 et ils devraient faire diminuer le bénéfice net d'un montant s'établissant entre 20 M\$ US et 25 M\$ US en 2016. Pour le trimestre et la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, ces coûts ont fait diminuer le bénéfice net de 6 M\$ US et de 19 M\$ US, respectivement.
- La Compagnie s'est fixé un objectif annuel en matière de réduction des coûts qui s'établit entre 40 M\$ US et 50 M\$ US avant impôt. Les activités d'intégration devraient s'achever d'ici le deuxième trimestre de 2017, et la réduction annuelle des coûts d'exploitation devrait être entièrement réalisée une fois la transformation des activités terminée, au cours des deux ou trois prochains exercices. La Compagnie s'attend à ce que ces synergies se concrétisent grâce aux efficiences permises par la transition des activités vers une plateforme administrative unique, grâce à l'utilisation accrue de Great-West Global, un service lancé au troisième trimestre de 2015 et qui regroupe 529 professionnels situés en Inde, et grâce aux améliorations en matière de coûts favorisées par le volume des activités. Une charge d'amortissement liée aux améliorations apportées aux systèmes et aux infrastructures sera incluse dans les activités courantes. La Compagnie s'attend à ce que ces améliorations fassent croître la part de marché, car elles favoriseront la croissance future des souscriptions et amélioreront le taux de maintien des participants et des actifs. Les comptes de participants d'Empower Retirement ont augmenté, passant de 7,5 millions au 30 septembre 2015 à plus de 8 millions au 30 septembre 2016.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	3 575 \$	3 327 \$	3 477 \$	10 631 \$	8 711 \$
Souscriptions	11 670	6 042	15 589	45 482	35 104
Honoraires et autres produits	335	323	306	979	898
Bénéfice net	89	74	106	253	298
Primes et dépôts (en dollars américains)	2 729 \$	2 579 \$	2 655 \$	8 030 \$	6 892 \$
Souscriptions (en dollars américains)	8 908	4 684	11 900	33 862	27 702
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	256	251	233	741	713
Bénéfice net (en dollars américains)	68	56	81	191	236

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2016 se sont chiffrés à 2,7 G\$ US, un montant comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 1,1 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 8,0 G\$ US, principalement en raison d'une hausse enregistrée par Empower Retirement. La hausse enregistrée par Empower Retirement était liée à une augmentation des cotisations des participants de régimes existants et aux transferts des options de placement de détail.

Les primes et dépôts pour le troisième trimestre de 2016 ont augmenté de 0,1 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison de l'augmentation des souscriptions dans le secteur des avantages à l'intention des cadres pour les Marchés de l'Individuelle.

Souscriptions

Au troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont diminué de 3,0 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 8,9 G\$ US, en raison d'une baisse des souscriptions de 3,4 G\$ US enregistrée par Empower Retirement, qui a été contrebalancée en partie par une hausse de 0,4 G\$ US sur les Marchés de l'Individuelle. La diminution des souscriptions au sein d'Empower Retirement s'explique principalement par la baisse du nombre d'importantes souscriptions de régime, qui peut varier grandement d'un trimestre à l'autre et pour lequel les marges sont généralement faibles. La hausse pour les Marchés de l'Individuelle tient surtout à l'augmentation des souscriptions dans le secteur des avantages à l'intention des cadres.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les souscriptions ont augmenté de 6,2 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 33,9 G\$ US, en raison d'une hausse de 5,8 G\$ US enregistrée par Empower Retirement ainsi que d'une hausse de 0,4 G\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle. L'augmentation des souscriptions au sein d'Empower Retirement s'explique essentiellement par la hausse du nombre d'importantes souscriptions de régime attribuable au fait que deux souscriptions importantes ont été enregistrées en 2016, contre une seule en 2015. Cette hausse enregistrée par les Marchés de l'Individuelle s'explique essentiellement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les résultats trimestriels.

Au troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont augmenté de 4,2 G\$ US par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique surtout par l'augmentation des souscriptions enregistrées par Empower Retirement, qui découle de la hausse du nombre d'importantes souscriptions de régime attribuable à une importante souscription de régime au troisième trimestre de 2016.

Honoraires et autres produits

Les honoraires sont essentiellement tirés de l'actif géré, de l'actif administré, des services aux actionnaires, des services de tenue de dossiers et d'administration ainsi que des services-conseils en matière de placements. Les honoraires gagnés sont habituellement fondés sur l'actif géré, sur l'actif administré ou sur le nombre de régimes et de participants pour lesquels les services sont fournis.

Pour le troisième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 23 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 256 M\$ US, principalement en raison de la hausse des honoraires liés aux actifs, qui découle de la croissance de ces actifs, attribuable aux flux de trésorerie nets positifs et à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 28 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 741 M\$ US, principalement en raison de la hausse des honoraires liés aux actifs, qui découle de la croissance de ces actifs, attribuable aux flux de trésorerie nets positifs, ainsi qu'à la hausse des frais administratifs.

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2016 ont augmenté de 5 M\$ US par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation tient principalement à la hausse des honoraires liés aux actifs, qui découle de la croissance de ces actifs, attribuable aux flux de trésorerie nets positifs et à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, facteurs contrebalancés par la baisse des frais administratifs.

Bénéfice net

Au troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 13 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 68 M\$ US, en raison principalement de la hausse des charges d'exploitation, qui découle surtout de la croissance des activités, et de la diminution de l'apport des placements, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des honoraires nets. Les résultats pour le troisième trimestre de 2016 comprennent des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relatives à Empower Retirement de 5 M\$ US, comparativement à 7 M\$ US pour le troisième trimestre de 2015.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net a diminué de 45 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 191 M\$ US. La diminution s'explique principalement par la hausse des charges d'exploitation, qui découle surtout de la croissance des activités, par la baisse de l'apport des placements et par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la baisse de l'impôt sur le résultat, qui découle de la décision de la direction de réclamer des crédits d'impôt étranger, ce qui a eu une incidence positive sur le bénéfice net au premier trimestre de 2016, et par la hausse des honoraires nets. Le bénéfice net calculé depuis le début de l'exercice comprend des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relatives à Empower Retirement de 14 M\$ US, comparativement à 21 M\$ US pour la période correspondante de 2015.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2016 a augmenté de 12 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la baisse de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport des placements.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Les souscriptions se sont établies à 8,7 G\$ US pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, ce qui représente une augmentation de 0,8 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, favorisée par la croissance des activités liées aux actifs institutionnels, facteur contrebalancé en partie par une diminution des souscriptions de fonds communs de placement.
- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 153,8 G\$ US au 30 septembre 2016, en hausse de 7,2 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement positif des marchés et des entrées d'actifs nettes des marchés institutionnels, contrebalancée en partie par les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement. L'actif géré moyen, qui s'est chiffré à 151,7 G\$ US, a diminué de 1,6 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison des sorties d'actifs nettes.
- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les honoraires se sont chiffrés à 176 M\$ US, une diminution de 41 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement des placements par rapport à ses concurrents. Au 30 septembre 2016, environ 68 % des actifs des fonds de Putnam ont affiché un rendement supérieur à la médiane des fonds classés par Lipper sur cinq ans.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Souscriptions	11 341 \$	10 623 \$	10 242 \$	34 352 \$	28 981 \$
Honoraires					
Frais de gestion de placements	194	188	219	581	646
Honoraires liés au rendement	(13)	(6)	5	(24)	14
Frais administratifs	39	39	45	120	129
Commissions et frais de placement	11	11	16	36	54
Honoraires	231	232	285	713	843
Bénéfice net (perte nette) des activités principales ⁽¹⁾	9	(5)	8	(13)	33
Déduire : charges financières et autres (après impôt) ⁽¹⁾	(15)	(13)	(16)	(36)	(42)
Bénéfice net (perte nette) présenté	(6)	(18)	(8)	(49)	(9)
Souscriptions (en dollars américains)	8 657 \$	8 236 \$	7 818 \$	25 935 \$	22 986 \$
Honoraires (en dollars américains)					
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	148	146	167	439	513
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	(10)	(5)	4	(19)	12
Frais administratifs (en dollars américains)	30	30	34	91	102
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	8	8	12	27	42
Honoraires (en dollars américains)	176	179	217	538	669
Bénéfice net (perte nette) des activités principales (en dollars américains) ⁽¹⁾	7	(4)	6	(9)	26
Déduire : charges financières et autres (en dollars américains) ⁽¹⁾	(12)	(10)	(12)	(28)	(32)
Bénéfice net (perte nette) présenté (en dollars américains)	(5)	(14)	(6)	(37)	(6)
Marge d'exploitation avant impôt ⁽²⁾	7 %	(2,7) %	5,2 %	(2,5) %	6,9 %
Actif géré moyen (en dollars américains)	151 740 \$	146 728 \$	153 341 \$	146 702 \$	157 332 \$

⁽¹⁾ Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) est une mesure du rendement de l'unité Gestion d'actifs. Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales comprend l'incidence des commissions des courtiers et de l'amortissement des logiciels et exclut l'incidence de certaines charges financières et affectations de l'exploitation générale, des ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions, de certains ajustements fiscaux et d'autres transactions non récurrentes.

⁽²⁾ La marge d'exploitation avant impôt (une mesure financière non définie par les IFRS) correspond au bénéfice net (à la perte nette) des activités principales avant impôt de l'unité Gestion d'actifs divisé par la somme des honoraires et des produits nets tirés des placements.

Souscriptions

Au troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont augmenté de 0,8 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 8,7 G\$ US, en raison de l'augmentation de 1,3 G\$ US des souscriptions institutionnelles, qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 0,5 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les souscriptions ont augmenté de 2,9 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 25,9 G\$ US, en raison de la hausse de 4,8 G\$ US des souscriptions institutionnelles, contrebalancée en partie par la diminution de 1,9 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement.

Au troisième trimestre de 2016, les souscriptions ont augmenté de 0,4 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse des souscriptions institutionnelles.

Honoraires

Les honoraires sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires pour le troisième trimestre de 2016 ont diminué de 41 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 176 M\$ US. La diminution s'explique principalement par la baisse des honoraires liés aux actifs découlant de la diminution de l'actif géré moyen, attribuable à une diminution des fonds communs de placement qui reflète la diminution des flux dans les secteurs où Putnam exerce ses activités, ainsi que de la baisse des honoraires liés au rendement pour les fonds communs de placement.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les honoraires ont diminué de 131 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 538 M\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les honoraires pour le troisième trimestre de 2016 sont demeurés comparables à ceux enregistrés pour le trimestre précédent, la hausse des honoraires liés aux actifs attribuable à l'augmentation de l'actif géré moyen ayant été contrebalancée par la baisse des honoraires liés au rendement.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) s'est chiffré à 7 M\$ US, comparativement à 6 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités principales enregistré pour le troisième trimestre de 2016 inclut un recouvrement de coûts non récurrent de 8 M\$ US relatif à l'amortissement de certaines commissions, attribuable à la modification d'une estimation comptable. Compte non tenu de ces recouvrements de coûts, le bénéfice net des activités principales a diminué de 7 M\$ US, surtout en raison de la diminution des honoraires nets, partiellement contrebalancée par la hausse des produits nets tirés des placements, attribuable à des profits latents liés aux capitaux de lancement, ainsi que par la diminution des coûts de rémunération. Pour le troisième trimestre de 2016, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 5 M\$ US, comparativement à 6 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le troisième trimestre de 2016, les charges financières et autres sont demeurées comparables à celles enregistrées pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la perte nette des activités principales s'est chiffrée à 9 M\$ US, comparativement à un bénéfice net des activités principales de 26 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette des activités principales depuis le début de l'exercice inclut un recouvrement de coûts dont il a été question pour expliquer les résultats du trimestre et des charges non récurrentes de 5 M\$ US essentiellement liées à un nouveau contrat de location conclu au premier trimestre de 2016, tandis que le bénéfice net des activités principales pour l'exercice précédent incluait des recouvrements de coûts de 5 M\$ US qui ne se sont pas reproduits. Compte non tenu de ces éléments, le bénéfice net des activités principales a diminué de 33 M\$ US. La diminution s'explique essentiellement par la diminution des honoraires nets, partiellement contrebalancée par la baisse des coûts de rémunération et de l'impôt sur le résultat découlant de la décision de la direction de réclamer un montant de 3 M\$ US en crédits d'impôt étranger. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 37 M\$ US, comparativement à 6 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les charges financières et autres ont diminué de 4 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 28 M\$ US, principalement en raison de la baisse de l'impôt sur le résultat découlant de la décision de la direction de réclamer un montant de 6 M\$ US en crédits d'impôt étranger.

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net des activités principales s'est chiffré à 7 M\$ US, comparativement à une perte nette de 4 M\$ US pour le trimestre précédent. Le bénéfice net des activités principales pour le troisième trimestre de 2016 comprenait le recouvrement de coûts de 8 M\$ US dont il a été question pour expliquer les résultats du trimestre. Compte non tenu de cet élément, le bénéfice net des activités principales a augmenté de 3 M\$ US, principalement en raison de l'augmentation des produits nets tirés des placements, qui s'explique par des profits latents liés aux capitaux de lancement, ainsi que de la diminution des charges d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des honoraires nets. Pour le troisième trimestre de 2016, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 5 M\$ US, comparativement à 14 M\$ US pour le trimestre précédent. Pour le troisième trimestre de 2016, les charges financières et autres se sont chiffrées à 12 M\$ US comparativement à 10 M\$ US pour le trimestre précédent.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré (en dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Actif au début	147 650 \$	145 803 \$	156 348 \$	148 370 \$	157 572 \$
Souscriptions – fonds communs de placement	3 771	3 749	4 233	12 479	14 341
Rachats – fonds communs de placement	(5 363)	(6 162)	(5 518)	(19 094)	(16 192)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – fonds communs de placement	(1 592)	(2 413)	(1 285)	(6 615)	(1 851)
Souscriptions – marchés institutionnels	4 886	4 487	3 585	13 456	8 645
Rachats – marchés institutionnels	(2 838)	(2 760)	(2 164)	(8 774)	(8 449)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels	2 048	1 727	1 421	4 682	196
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	456	(686)	136	(1 933)	(1 655)
Incidence du rendement du marché	5 692	2 533	(9 846)	7 361	(9 279)
Actif à la fin	153 798 \$	147 650 \$	146 638 \$	153 798 \$	146 638 \$
<u>Actif géré moyen</u>					
Fonds communs de placement	72 563	72 540	83 584	72 542	86 225
Actifs institutionnels	79 177	74 188	69 757	74 160	71 107
Total de l'actif géré moyen	151 740 \$	146 728 \$	153 341 \$	146 702 \$	157 332 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, l'actif géré moyen a diminué de 1,6 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 151,7 G\$ US, essentiellement en raison de l'incidence cumulative des sorties d'actifs nettes sur une période de douze mois. Pour le troisième trimestre de 2016, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 0,5 G\$ US comparativement à 0,1 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les entrées d'actifs nettes trimestrielles des marchés institutionnels se sont établies à 2,1 G\$ US et les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement se sont chiffrées à 1,6 G\$ US en raison de la diminution des flux dans les secteurs où Putnam exerce ses activités.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, l'actif géré moyen a diminué de 10,6 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 146,7 G\$ US, principalement en raison du même facteur que celui évoqué pour expliquer les résultats trimestriels. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les sorties d'actifs nettes se sont chiffrées à 1,9 G\$ US comparativement à 1,7 G\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement se sont établies à 6,6 G\$ US et les entrées d'actifs nettes des marchés institutionnels se sont chiffrées à 4,7 G\$ US.

L'actif géré moyen a augmenté de 5,0 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence du rendement positif des marchés au cours du troisième trimestre de 2016 et des entrées d'actifs nettes.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine, y compris l'incidence de certains éléments non récurrents liés à l'exploitation américaine.

Au troisième trimestre de 2016, la perte nette a augmenté de 1 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 3 M\$ US, principalement en raison du règlement d'une question juridique liée aux activités abandonnées. Les résultats du troisième trimestre de 2016 incluent des coûts de restructuration de 1 M\$ US, comparativement à 2 M\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la perte nette a augmenté de 3 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015, pour s'établir à 7 M\$ US, principalement en raison du même facteur que celui évoqué pour expliquer les résultats trimestriels. La perte nette depuis le début de l'exercice tient compte de coûts de restructuration de 5 M\$ US, comparativement à 4 M\$ US pour la période correspondante de 2015.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, la perte nette a augmenté de 1 M\$ US pour s'établir à 3 M\$ US, principalement en raison du règlement d'une question juridique évoqué pour expliquer les résultats trimestriels, contrebalancé en partie par la baisse des charges de restructuration.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	8 292 \$	8 331 \$	9 841 \$	24 464 \$	21 707 \$
Honoraires et autres produits	328	307	284	956	894
Bénéfice net	313	293	296	893	871
Total de l'actif	162 181 \$	155 558 \$	162 402 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	34 461	32 480	27 575		
Total de l'actif géré	196 642	188 038	189 977		
Autres actifs administrés	40 044	38 975	41 146		
Total de l'actif administré⁽¹⁾	236 686 \$	227 013 \$	231 123 \$		

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2016, le total de l'actif administré ne tient pas compte de l'actif géré, d'un montant de 7,2 G\$, pour d'autres unités d'exploitation au sein du groupe de sociétés de Lifeco (7,0 G\$ au 30 juin 2016).

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Au troisième trimestre de 2016, le bénéfice net s'est établi à 313 M\$, soit une augmentation de 17 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et de l'apport des placements, facteurs partiellement contrebalancés par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et par l'incidence de la fluctuation des devises.
- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, les primes et dépôts se sont établis à 8,3 G\$, une diminution de 1,5 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, résultat qui comprend un montant de 3,5 G\$ lié à une importante souscription auprès d'un client institutionnel au troisième trimestre de 2015. En excluant cette importante souscription, les primes et dépôts ont augmenté de 2,0 G\$, principalement en raison des nouvelles ententes et des ententes restructurées en matière de réassurance et de la hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence de la fluctuation des devises.
- L'incertitude et la volatilité sur le marché se poursuivent depuis le vote du 23 juin 2016 en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), ce qui a notamment donné lieu à une dépréciation de la livre sterling. La Compagnie maintient son engagement envers ses activités au Royaume-Uni, qui se composent d'activités intérieures solides qui bénéficient de portefeuilles de placement diversifiés. Les besoins des clients en matière d'assurance, de gestion du patrimoine et de rentes n'ont pas changé, et la Compagnie demeure bien positionnée pour continuer à les combler. Au cours des prochaines années, alors que le Royaume-Uni et l'UE devront négocier leur nouveau partenariat, la Compagnie continuera de collaborer étroitement avec ses clients, ses partenaires d'affaires et les organismes de réglementation.
- Le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE a provoqué une grande incertitude à l'égard des répercussions éventuelles sur la valeur des biens immobiliers au Royaume-Uni. Au début de juillet 2016, certains gestionnaires de fonds immobiliers au Royaume-Uni, y compris la Compagnie, ont suspendu temporairement les rachats. La suspension temporaire des fonds immobiliers de revenu viager et de retraite de la Canada-Vie et d'Irish Life U.K. (les fonds) mise en œuvre par la Compagnie visait à protéger les intérêts de tous les investisseurs, étant donné l'incertitude à l'égard de la valeur des biens immobiliers et de la liquidité des fonds. La Compagnie a levé la suspension des rachats pour les fonds, la situation de trésorerie des fonds s'étant améliorée à un point tel que la Compagnie s'attend à pouvoir répondre aux demandes de rachats et aux besoins de liquidités continus.
- En Europe, la nouvelle réglementation Solvabilité II est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Toutes les filiales réglementées européennes de la Compagnie respectent les nouvelles exigences. La réglementation Solvabilité II comprend un nouveau régime de capital ainsi qu'une nouvelle approche en matière de gouvernance et de surveillance. Le nouveau régime de gouvernance vise une participation du conseil d'administration qui est davantage active et axée sur le risque, ce qui cadre bien avec la philosophie et la culture actuelles de la Compagnie. Le nouveau régime de capital a délaissé l'approche axée sur les facteurs pour faire appel à une méthode centrée sur les risques, qui est plus sensible aux fluctuations des taux d'intérêt que l'ancien régime. En 2016, la Compagnie continue de mettre l'accent sur la gestion de la volatilité du capital causée par cette nouvelle réglementation. Les organismes de réglementation ont approuvé des mesures de transition et d'autres mesures concernant les activités liées aux prestations garanties à long terme qui permettent de réduire l'incidence de la volatilité actuelle du marché sur le capital réglementaire exigé dans la réforme Solvabilité II.
- Le 1^{er} août 2016, la Compagnie a conclu l'acquisition d'Aviva Health Insurance Ireland Limited (Aviva Health), une compagnie irlandaise d'assurance-maladie, et a pris contrôle de GloHealth Financial Services Limited (GloHealth), une société dans laquelle la Compagnie détenait déjà une participation de 49 %. À la suite de la prise du contrôle de GloHealth, la Compagnie a comptabilisé un profit de 24 M\$ afin de refléter la juste valeur du placement dans GloHealth. La Compagnie exercera ses nouvelles activités d'assurance-maladie en Irlande sous la marque Irish Life Health. La Compagnie s'est fixé un objectif annuel en matière de réduction des coûts de 16 M€ avant impôt qui devrait se concrétiser grâce aux efficacités opérationnelles permises par le regroupement des entreprises. Les activités d'intégration, dont le coût prévu s'élève à 16 M€, devraient être achevées au cours des 18 à 24 prochains mois. De la date d'acquisition au 30 septembre 2016, ces coûts ont donné lieu à une diminution du bénéfice net de 8 M€ et les synergies réalisées se sont chiffrées à 1 M€.

- La Compagnie, par l'intermédiaire du Groupe de réassurance London Inc., offre des garanties de protection des biens immobiliers en cas de catastrophe aux compagnies de réassurance et, par conséquent, elle peut être exposée aux sinistres découlant de conditions climatiques extrêmes. Les estimations préliminaires actuelles des pertes assurées dans le secteur causées par l'ouragan Matthew se situent entre 4 G\$ US et 9 G\$ US. La Compagnie ne s'attend pas à engager d'importants sinistres en raison de cet ouragan, mais il faudra du temps avant qu'elle reçoive des estimations exactes des sinistres.
- Au cours du troisième trimestre de 2016, la Compagnie a reçu différents prix :
 - Canada Life International, une filiale de la Canada-Vie au Royaume-Uni, a reçu un certain nombre de prix lors de l'édition 2016 des prix International Adviser International Life Awards, y compris « Best Overall Product Range », « Readers' Choice Award » dans la catégorie « Best International Life Company UK Offshore » pour les fournisseurs internationaux d'assurance-vie hors de l'île de Grande-Bretagne pour une troisième année d'affilée et « Best Offshore Protection Provider ».
 - Également au Royaume-Uni, dans le cadre de l'édition 2016 des prix Investments Life and Pensions Moneyfacts, la Canada-Vie a reçu le prix « Best Group Protection Provider » pour la troisième année consécutive, le prix « Service Beyond the Call of Duty » pour la deuxième année consécutive ainsi que le prix « Best Annuity Service Winner ».
 - Au Royaume-Uni, l'unité Assurance collective de la Canada-Vie a conservé pour la cinquième année d'affilée la première position du palmarès établi selon le sondage mené par ORC International. Ce sondage sert d'indice de référence en ce qui a trait à la performance des fournisseurs d'assurance collective, en permettant d'obtenir l'avis de conseillers en avantages du personnel et de conseillers financiers non spécialistes sur la performance d'un assureur tout au long de l'année.
 - La Canada-Vie a reçu les prix « Best International Life Group (UK) » pour la quatrième année consécutive et « Best International Portfolio Bond » lors de l'édition 2016 des International Fund and Product Awards.
 - La Canada-Vie a dominé dans la catégorie Best Group Risk Provider à l'édition 2016 des Health Insurance Awards pour la quatrième année de suite.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts ⁽¹⁾	5 325 \$	6 293 \$	8 354 \$	17 292 \$	17 630 \$
Souscriptions ⁽¹⁾	4 645	5 550	7 716	14 769	15 568
Honoraires et autres produits	324	303	278	943	877
Bénéfice net	251	225	229	702	652

⁽¹⁾ Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, les primes et dépôts, de même que les souscriptions, ne tiennent pas compte de l'actif géré, d'un montant de 0,2 G\$ et de 7,1 G\$, respectivement, pour d'autres unités d'exploitation au sein du groupe de sociétés de Lifeco (6,9 G\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016).

Primes et dépôts

Au troisième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont diminué de 3,0 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,3 G\$, ce qui comprend un montant de 3,5 G\$ lié à une importante souscription auprès d'un client institutionnel au troisième trimestre de 2015. En excluant l'incidence de cette importante souscription en 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 0,5 G\$, en raison de la hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds et des souscriptions de produits de rentes immédiates, partiellement contrebalancée par l'incidence de la fluctuation des devises. La Compagnie continue d'augmenter sa présence sur le marché des rentes collectives, où les fiduciaires assurent les rentes de retraite dont le versement est en cours, ce qui a contribué à la croissance des souscriptions au cours de la période.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les primes et dépôts ont diminué de 0,3 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 17,3 G\$, montant qui tient compte de deux importantes souscriptions conclues en 2015. En excluant l'incidence de ces deux importantes souscriptions, les primes et dépôts ont augmenté de 4,8 G\$, ce qui s'explique principalement par la hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds et la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence de la fluctuation des devises.

Au troisième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont diminué de 1,0 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande et de l'incidence de la fluctuation des devises, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des souscriptions de produits de rentes immédiates.

Souscriptions

Les souscriptions pour le troisième trimestre de 2016 ont diminué de 3,1 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 4,6 G\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les souscriptions ont diminué pour se chiffrer à 14,8 G\$, comparativement à 15,6 G\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse enregistrée pour le trimestre et la période de neuf mois s'explique par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les primes et dépôts des périodes respectives.

Les souscriptions pour le troisième trimestre de 2016 ont diminué de 0,9 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les primes et dépôts de la période correspondante.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2016 ont augmenté de 46 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 324 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires relatifs aux profits réalisés sur les placements qui se rapportent à un bloc d'affaires fermé de produits en unités de compte en Irlande et par les autres produits, qui peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence de la fluctuation des devises. Les honoraires relatifs au bloc d'affaires fermé de produits en unités de compte en Irlande sont particulièrement sensibles à l'activité du marché au début et à la fin d'une période de présentation de l'information financière.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 66 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 943 M\$. L'augmentation s'explique par la hausse des honoraires relatifs aux profits réalisés sur les placements qui se rapportent à un bloc d'affaires fermé de produits en unités de compte en Irlande et par les autres produits, qui peuvent varier d'une période à l'autre, et par l'incidence de la fluctuation des devises.

Au troisième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 21 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des autres produits variables.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 22 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 251 M\$. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et de l'apport des placements, partiellement contrebalancée par les résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et par l'incidence des fluctuations des devises.

Le bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 a augmenté de 50 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 702 M\$. L'augmentation tient surtout à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, aux résultats favorables au chapitre de la mortalité et à la diminution de l'impôt sur le résultat, y compris l'incidence de la modification du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni sur les soldes d'impôt différé au cours du premier trimestre de 2016. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par les résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et l'incidence des fluctuations des devises.

Au troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 26 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse de l'apport des placements et des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, contrebalancée en partie par l'incidence des fluctuations des devises.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 sept. 2016	30 juin 2016	30 sept. 2015	30 sept. 2016	30 sept. 2015
Primes et dépôts	2 967 \$	2 038 \$	1 487 \$	7 172 \$	4 077 \$
Honoraires et autres produits	4	4	6	13	17
Bénéfice net	54	74	71	191	240

Primes et dépôts

Les primes liées à la réassurance peuvent fluctuer de manière importante d'une période à l'autre en fonction des modalités des traités sous-jacents. Pour certaines opérations de réassurance-vie, les primes varieront selon les composantes de l'opération. Les traités en vertu desquels les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont pris en charge sur une base proportionnelle seront généralement assortis de primes beaucoup plus élevées que les traités en vertu desquels les sinistres ne sont pas assumés par le réassureur avant qu'un certain seuil ne soit dépassé. Le bénéfice n'est donc pas directement lié aux primes reçues.

Au troisième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont augmenté pour s'établir à 3,0 G\$, comparativement à 1,5 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison des nouvelles ententes de réassurance et des ententes restructurées.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 3,1 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 7,2 G\$. Cette augmentation s'explique essentiellement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au troisième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 0,9 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse des volumes d'affaires.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2016 ont diminué de 2 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 4 M\$. Certains traités de réassurance-vie ont été restructurés en 2015, ce qui a donné lieu à une diminution des honoraires sur une base continue.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les honoraires et autres produits ont diminué de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 13 M\$, principalement en raison du même facteur que celui évoqué pour expliquer les résultats trimestriels.

Les honoraires se sont chiffrés à 4 M\$ au troisième trimestre de 2016, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre précédent.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 17 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 54 M\$. Cette baisse est principalement attribuable aux résultats moins favorables au chapitre de la mortalité dans le secteur de l'assurance-vie traditionnelle et à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires, partiellement contrebalancés par la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le bénéfice net a diminué de 49 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 191 M\$. Cette baisse est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net en 2015, modifications qui ne se sont pas reproduites en 2016.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2016 a diminué de 20 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable aux résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Au troisième trimestre de 2016, l'exploitation générale européenne a enregistré un bénéfice net de 8 M\$, comparativement à une perte nette de 4 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après la transaction visant la prise de contrôle de GloHealth au cours du trimestre, la Compagnie a présenté un profit visant à refléter la juste valeur du placement dans GloHealth, ce qui a accru le bénéfice net de 24 M\$. Compte non tenu de cet élément, la perte nette a augmenté de 12 M\$, principalement en raison des coûts de restructuration et d'acquisition relatifs à Aviva Health et à GloHealth.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, l'exploitation générale européenne a enregistré un bénéfice net de néant, comparativement à une perte nette de 21 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du profit lié à la juste valeur relatif à GloHealth dont il a été question pour expliquer les résultats du trimestre. Compte non tenu de cet élément, la perte nette a augmenté de 3 M\$. Les résultats depuis le début de l'exercice incluent des coûts de restructuration et d'acquisition de 15 M\$ essentiellement liés à Aviva Health et à GloHealth, comparativement à des coûts de restructuration et d'acquisition de 18 M\$ liés à Irish Life and Legal & General International (Ireland) Limited en 2015.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, l'exploitation européenne a enregistré un bénéfice net de 8 M\$, comparativement à une perte nette de 6 M\$ pour le trimestre précédent, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer les résultats trimestriels.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, l'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 6 M\$, comparativement à un bénéfice net de 2 M\$ pour la période correspondante de 2015, principalement en raison de l'incidence des modifications de certaines estimations liées à l'impôt.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, l'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 14 M\$, comparativement à une perte nette de 9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, une augmentation qui s'explique essentiellement par l'incidence des modifications de certaines estimations liées à l'impôt et la hausse des charges d'exploitation.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 a augmenté, passant ainsi de 2 M\$ au trimestre précédent à 6 M\$ pour le trimestre considéré, principalement en raison de l'incidence des modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat.

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

Le conseil d'administration a la responsabilité finale des principes et des politiques de gouvernance de la Compagnie, ce qui comprend la politique de gestion des risques d'entreprise, qui définit les principes directeurs de la gestion des risques, ainsi que le cadre de tolérance au risque, qui reflète les niveaux et les types de risques que la Compagnie est prête à tolérer dans le cadre de ses activités commerciales. La gestion du risque et les pratiques relatives au contrôle de la Compagnie n'ont subi aucune modification importante au cours du troisième trimestre de 2016. Se reporter au rapport de gestion annuel de 2015 de la Compagnie pour une description détaillée de la gestion du risque et des pratiques relatives au contrôle de la Compagnie.

MÉTHODES COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2016 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie pour les périodes de présentation ultérieures. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

La Compagnie a adopté les modifications à portée limitée des IFRS pour IFRS 11, *Partenariats*, IAS 16, *Immobilisations corporelles*, IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, IAS 1, *Présentation des états financiers*, IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, ainsi que pour les Améliorations annuelles Cycle 2012-2014, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

En septembre 2016, l'IASB a publié une modification à IFRS 4, *Contrats d'assurance* (IFRS 4). La modification, intitulée « Application d'IFRS 9, *Instruments financiers* et d'IFRS 4, *Contrats d'assurance* » propose deux options aux compagnies d'assurance admissibles pour répondre à la volatilité qui pourrait résulter de la mise en œuvre de la nouvelle norme IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9) avant l'entrée en vigueur de la nouvelle norme proposée sur les contrats d'assurance. Voici ces deux options :

- *Approche du report* – permet de reporter la mise en œuvre d'IFRS 9 jusqu'à l'exercice 2021 ou jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle norme sur les contrats d'assurance, selon la première éventualité.
- *Approche par superposition* – permet de comptabiliser la volatilité qui pourrait découler de l'application d'IFRS 9 dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le résultat net.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Compagnie examine actuellement si elle est admissible aux termes de cette modification et elle évalue l'incidence de l'adoption de cette modification.

En ce qui a trait aux changements futurs de méthodes comptables qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie, à l'exception de la modification à IFRS 4 susmentionnée, il n'y a pas eu de modification importante par rapport aux informations fournies dans le rapport de gestion annuel de la Compagnie pour 2015.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels (en millions de dollars, sauf les montants par action)								
2016				2015				2014
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Total des produits⁽¹⁾	13 408	\$ 12 807	\$ 12 352	\$ 8 321	\$ 8 596	\$ 4 224	\$ 12 679	\$ 10 723
Détenteurs d'actions ordinaires								
Bénéfice net								
Total	674	671	620	683	720	659	700	657
De base – par action	0,682	0,675	0,625	0,688	0,724	0,661	0,702	0,658
Dilué – par action	0,681	0,674	0,623	0,686	0,722	0,659	0,700	0,657

⁽¹⁾ Les produits tiennent compte des variations de la juste valeur par le biais du résultat net des actifs de placement.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 674 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à 720 M\$ il y a un an. Ce montant représente 0,682 \$ par action ordinaire (0,681 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à 0,724 \$ par action ordinaire (0,722 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le troisième trimestre de 2016 s'est établi à 13 408 M\$ et comprend des primes reçues de 8 334 M\$, des produits nets tirés des placements réguliers de 1 496 M\$, une variation à la hausse de 2 307 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 271 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2015.

CONVERSION DES DEVISES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises							
Périodes closes les	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	31 déc. 2015	30 sept. 2015	30 juin 2015	31 mars 2015
Dollar américain							
Bilan	1,31 \$	1,30 \$	1,30 \$	1,38 \$	1,34 \$	1,25 \$	1,27 \$
Produits et charges	1,31 \$	1,29 \$	1,37 \$	1,34 \$	1,31 \$	1,23 \$	1,24 \$
Livre sterling							
Bilan	1,71 \$	1,72 \$	1,87 \$	2,04 \$	2,02 \$	1,96 \$	1,88 \$
Produits et charges	1,71 \$	1,85 \$	1,96 \$	2,03 \$	2,03 \$	1,89 \$	1,88 \$
Euro							
Bilan	1,47 \$	1,44 \$	1,48 \$	1,50 \$	1,50 \$	1,39 \$	1,36 \$
Produits et charges	1,46 \$	1,46 \$	1,51 \$	1,46 \$	1,46 \$	1,36 \$	1,40 \$

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.